

Le Plan Molotov et la défense de l'Europe (Paris, 1954)

Légende: In 1954, in Paris, the Union of European Federalists presents a publication on initiatives and constraints in the efforts towards European integration from a political, economic and security perspective. This publication also criticises the hindrances created by the Soviet Union and especially refers to the plan by Vyacheslav Molotov, which was proposed at the Conference of Foreign Ministers of the Four Powers (USSR, USA, France and the United Kingdom) in Berlin.

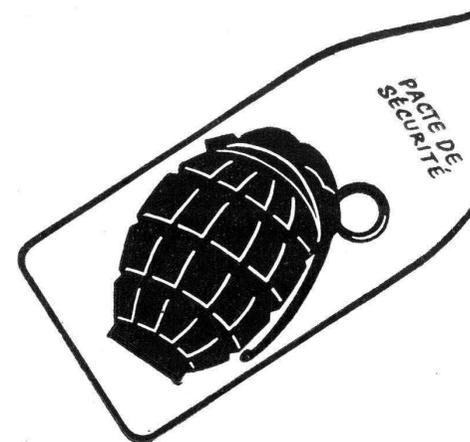
Source: Union européenne des Fédéralistes. Cocktail Molotov, Historical Archives of the European Union 2013, Villa Salviati – via Bolognese 156, I-50139 Firenze – Italy, AD 000045, 1954, 24 p.

Copyright: Archives historiques de l'Union européenne

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_plan_molotov_et_la_defense_de_l_europe_paris_1954-fr-f0b7a4a0-3f40-46ed-90df-5155d2e4df79.html

Date de dernière mise à jour: 05/12/2013

Cocktail



MOLOTOV

COCKTAIL MOLOTOV

UNION EUROPÉENNE DES FÉDÉRALISTES

8, rue de l'Arcade - PARIS

Tél. : ANJ. 21-94

COCKTAIL MOLOTOV

I. — A LA VEILLE DE LA CONFÉRENCE DE BERLIN

Au début de 1954, il y avait longtemps qu'aucune réunion des Ministres des Affaires étrangères des quatre grandes Puissances n'avait eu lieu. Toutes les tentatives occidentales d'amener une nouvelle rencontre à cet échelon étaient restées infructueuses pendant environ cinq ans.

A la fin de mai 1951, les Occidentaux avaient élaboré trois projets d'ordre du jour d'une conférence, en les soumettant au choix du Gouvernement soviétique. Le 15 juin, ils renouvelaient leur invitation pour une nouvelle Conférence à Quatre que Moscou, pratiquement, refusait. Au cours de la période suivante, qui atteint l'été 1953, la situation en Europe a été dominée par les problèmes allemand et autrichien. Ces problèmes et leur solution toujours retardée étaient la cause principale de la tension entre l'Ouest et l'Est sur le continent européen. C'est ainsi qu'au cours de la première quinzaine de juillet 1953, les trois Puissances occidentales réunies à Washington décidaient d'inviter l'Union Soviétique à une Conférence à Quatre, qui aurait dû s'ouvrir en septembre, pour se consacrer au règlement des problèmes allemand et autrichien. En réponse, le Gouvernement soviétique exigeait que les puissances participantes de la conférence fussent cinq et non quatre, en y ajoutant la « République populaire » de Chine. L'ordre du jour des travaux devait aussi être élargi, traitant d'abord toutes les questions ayant trait à la « tension internationale » ; ensuite seulement on se serait occupé de l'Allemagne ; la question autrichienne devait être exclue et renvoyée à la « voie diplomatique normale ».

Ces propositions soviétiques avaient un but précis : mettre en cause l'ensemble de la politique occidentale, en la soumettant au feu roulant d'une polémique destinée d'une part à alimenter la propagande et à entretenir l'agitation en cours depuis des années, de l'autre à noyer dans ce réquisitoire le problème allemand.

Celui-ci cessait d'être au premier plan ; au lieu d'aborder tout de suite sa solution, qui aurait facilité la normalisation de l'Europe et réduit sa coupure, on l'éluait, en la subordonnant à la liquidation de toute forme efficace de défense de l'Europe occidentale. On avait ainsi perdu deux mois : sans abandonner la partie, les Occidentaux insistèrent en proposant par leur note du 18 octobre à l'Union Soviétique, une réunion à Quatre pour le 9 novembre à Lugano, toujours destinée à régler les questions allemande et autrichienne, seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait l'Europe. Par ses déclarations publiques du début de novembre, Molotov maintenait toutes les conditions déjà posées à la convocation d'une conférence, en insistant sur la liquidation préalable du Pacte Atlantique et de la Communauté Européenne de Défense, sur la participation de la Chine communiste et sur son admission à l'O.N.U.

Par leur réponse du 16 novembre, les Occidentaux constatent que le Gouvernement soviétique exige « l'abandon de tous les plans destinés à garantir leur propre sécurité. Une Europe occidentale sans défense, tel paraît être le prix que l'U.R.S.S. réclame pour prendre part à une conférence » et, tout en dénonçant cette absurde prétention, ils maintiennent leur invitation. Devant cette ferme attitude, Moscou, tout en continuant d'ergoter, abandonne ses mises en demeure et se déclare disposé à participer à la Conférence à Quatre, qui devrait préparer celle des Cinq et se tenir à Berlin. Aux Bermudes, les Trois décident d'accepter Berlin pour siège de la conférence qui se réunira le 4 janvier, afin de « permettre l'unification de l'Allemagne dans la liberté et la conclusion du traité d'État autrichien ». Plus que jamais c'est sur ces problèmes que se fonde la perspective occidentale et européenne. Molotov, au contraire, viendra à Berlin en se proposant trois buts : empêcher toute unification de l'Allemagne qui ne coïncide pas avec sa soviétisation ; maintenir sans limite de temps l'occupation russe en Autriche ; s'assurer la domination sur l'Europe tout entière, en détruisant ou en paralysant tout système occidental de sécurité et de défense.

II. — A QUOI SERT LA DIVISION DE L'ALLEMAGNE

Avant d'examiner le « plan » présenté par Molotov à Berlin, et qui prétend « viser à l'unité de l'Europe », il convient de rechercher à qui incombe la responsabilité des divisions existantes.

Les zones d'occupation de l'Allemagne furent délimitées à Yalta. Staline voulait en exclure la France, deux mois après avoir signé avec elle un pacte d'amitié et de collaboration. Il se refusa d'abord à toute concession et, sous la pression de Roosevelt et de Churchill, il finit par accepter seulement que la France fût la quatrième puissance occupante, à condition que sa zone fût prélevée sur les territoires déjà réservés à l'Angleterre et aux États-Unis.

Moscou s'opposa aussi à ce que la France participât à la Conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945), et la France dut se contenter d'enre-

gistrer les accords russo-anglo-américains, en formulant quelques réserves, restées inopérantes, à l'égard des décisions prises en son absence. Avec Potsdam commençait pour l'Allemagne, comme on l'a dit, une période « probatoire » et, comme le rappellera M. Eden à la conférence de Berlin, une période « intérimaire » de contrôle, en attendant la création d'une Allemagne en mesure de se donner un gouvernement libre, lequel aurait autorité pour conclure un traité de paix.

Si l'on décidait à Potsdam que « pour l'instant il n'y aurait aucun gouvernement central de l'Allemagne », les mêmes accords en préparaient l'avènement, puisqu'ils disaient notamment : « **Pendant la période d'occupation, l'Allemagne sera traitée comme une unité économique unique** » et en cette matière « **des directives communes seront appliquées** » (point 14). Ce point essentiel de Potsdam n'a jamais été appliqué, parce que les Russes ont immédiatement commencé la « soviétisation » accélérée, tant économique que politique de leur zone.

Une revue anglaise d'extrême-gauche, *Tribune*, suggérait au Gouvernement britannique de proposer un nouveau plan, « pour remplacer Potsdam, que ses défenseurs russes avaient abandonné depuis longtemps ». Il fallait, selon cette revue pourtant très pro-soviétique, « faire les plus grands efforts pour rétablir l'unité économique allemande, pendant qu'il en était temps encore » (septembre 1946). En réalité, les Soviétiques ne voulaient point l'unification économique, parce que l'économie était, en leurs mains, l'instrument de leur mainmise politique sur la zone qu'ils contrôlaient. On assista bientôt à l'une de leurs manœuvres les plus traditionnelles : du contrat signé à Potsdam, ils exigeaient des autres signataires l'application littérale de tous les points qui pouvaient empêcher l'intégration de l'Allemagne dans une Europe libre unifiée, cependant qu'ils en violaient toutes les clauses qui pouvaient gêner leurs propres projets. Ils prétendaient, comme le remarquait la revue déjà citée, « maintenir les puissances occidentales liées à la lettre des accords de Potsdam dans leurs propres zones, tout en poursuivant une politique entièrement autonome dans la zone orientale ».

Sur le plan économique et politique, les Russes préparèrent, sans perdre une minute et avec une persévérante continuité, l'alignement de l'Allemagne orientale sur les autres États satellites et son incorporation dans l'Empire soviétique. Dès la fin de 1945, les Sowietische A.G. disposaient déjà en moyenne de 40 à 50 % du potentiel industriel de la zone ; les prélèvements au titre des réparations sur la production courante font de l'U.R.S.S. l'arbitre absolu de toute la vie économique du pays. La mainmise politique est aussi rapide et implacable. Au printemps de 1946, sous la pression du Gouvernement militaire soviétique, le parti social-démocrate est mis dans l'obligation de fusionner avec le parti communiste et disparaît en tant qu'organisation indépendante ; c'est le procédé qui, dans tous les pays satellites, a amené la suppression des tendances vraiment démocratiques des mouvements ouvriers et socialistes, par l'aboutissement au parti unique dépendant directement de Moscou. Ainsi le régime politique de l'Allemagne orientale, comme partout ailleurs au-delà du rideau de fer, évolue dans son ensemble vers une dictature du type soviétique : parti unique et dominateur, police et armée d'occupation en forment les assises permanentes. Une violation nouvelle et encore plus grave des accords de Potsdam est ainsi perpétrée, puisqu'ils garantissaient « la liberté de parole, de presse et de religion » et la liberté syndicale (art. 10), dont on ne tient plus aucun compte sous le gouvernement-fantôme de Pankov

Lorsque le dispositif de dictature est mis en place dans cette zone, l'Union Soviétique disparaît de tous les services d'administration commune pour l'ensemble de l'Allemagne de Potsdam. Le 20 mars 1948, le maréchal Sokolovsky quitte la séance du Conseil quadripartite de contrôle et n'y remettra plus les pieds. Restait encore l'enclave de Yalta et de Potsdam. L'U.R.S.S. tenta de la supprimer à son profit, en faisant capituler par la faim la population des zones ouest de la capitale, qui avaient commis le crime de se donner, à une majorité écrasante, une administration non soviéto-communiste. A partir du 1^{er} avril 1948 (dix jours après le départ de Sokolovsky), les autorités soviétiques resserrent leur contrôle sur les voyageurs et sur les marchandises : le trafic entre Berlin et les zones occidentales est complètement interrompu. Le blocus total commence fin juin 1948 et se poursuit jusqu'au 12 mai 1949. Mais, par un exploit d'une ténacité remarquable, le ravitaillement de la ville est assuré par la voie aérienne, puisque les voies terrestres et navigables sont toutes bloquées. L'épreuve de force et d'humanité est gagnée par l'énergie du général Clay et les Russes sont contraints d'abandonner leur projet. Aucun doute ne peut subsister, devant l'évidence et l'enchaînement des faits : la scission de l'Allemagne a été préparée, voulue et maintenue par la seule volonté de l'U.R.S.S.

III. — QUI A DIVISÉ L'EUROPE ?

Quand on embrasse d'un coup d'œil l'histoire des dix ans d'après-guerre, il faut bien constater que la politique soviétique s'est inspirée, **dès le début**, du propos bien déterminé de se tailler sur ce continent — pour ne pas parler des autres — un domaine réservé, de s'y assurer une influence exclusive et de se servir de toutes les circonstances, fortuites ou provoquées, pour l'élargir le plus possible. A Yalta (février 1945), les Alliés anglo-saxons avaient fait à la Russie des concessions importantes (ligne Curzon en Pologne; rétablissement des droits acquis à l'époque tsariste en Extrême-Orient). Mais les accords de Yalta comportaient également une **Déclaration sur l'Europe libérée** qui, dans l'esprit du Président Roosevelt, devait contre balancer au moins partiellement les avantages consentis à l'U.R.S.S., en sauvegardant un minimum de démocratie en Europe orientale, centrale et balkanique. Cette déclaration prévoyait un contrôle commun par les trois puissances (Angleterre, États-Unis et Russie) des élections dans les pays libérés, afin de leur permettre de « se donner des institutions démocratiques de leur propre choix », et d'installer des gouvernements provisoires dans lesquels fussent représentés tous les éléments démocratiques de la population ». Ces clauses de Yalta, qui devaient empêcher l'Europe de tomber dans la sphère d'influence directe de l'U.R.S.S., furent acceptées par Staline sur le papier, mais violées immédiatement après.

L'U.R.S.S. accepta à Yalta, bien entendu, le rétablissement de l'ancienne ligne Curzon, légèrement débordée du fait du pacte germano-soviétique d'août 1949 et de l'invasion de la Pologne, à laquelle elle s'était associée. Mais au lieu de consulter les Alliés, elle transféra d'autorité

à l'administration polonaise, c'est-à-dire au gouvernement communiste de Lublin, c'est-à-dire à elle-même, tous les territoires allemands situés à l'est de la ligne Oder-Neisse, **avant que se soit réunie la conférence de Potsdam** qui aurait dû préciser les frontières polono-allemandes. Prendre d'abord, discuter ensuite, mais lorsque les gages substantiels sont déjà entre ses mains; mettre les Alliés dans l'alternative soit de capituler successivement devant toutes ses exigences, soit d'ouvrir une crise mondiale qu'au contraire ils voulaient éviter : telle était, au moment où se décidait le statut futur de l'Europe, la stratégie de la Russie soviétique.

Les maîtres du Kremlin avaient installé à Lublin, en janvier 1945, un gouvernement polonais de leur obédience qui, selon les principes approuvés à Yalta un mois plus tard, devait être « réorganisé » sur une base démocratique; le gouvernement polonais de Londres qui, pendant la guerre, avait dirigé la résistance contre Hitler, devait y participer. Il n'y eut jamais d'élargissement loyal et réel; M. Mikolajczyk, chef du parti paysan, de beaucoup le plus important en Pologne terrienne, fit partie pendant un an du Gouvernement provisoire et dut s'enfuir en automne 1947, tandis que ses partisans qui se chiffraient par millions, étaient persécutés féroce-ment et leur organisation réduite à une dangereuse clandestinité. A partir de ce moment, la Pologne devient ouvertement un appendice de l'U.R.S.S., ses forces militaires sont soumises au commandement du maréchal soviétique Rokossovsky qui pénètre en même temps dans le Comité central du parti installé seul au pouvoir, le parti communiste.

Les procédés employés en Roumanie furent plus expéditifs encore : dès le 4 mars 1945 (trois semaines après la fin de la Conférence de Yalta), M. Vychinsky, envoyé par Moscou à Bucarest, imposa au roi Michel la démission du gouvernement du général Radescu, fidèle au roi et à l'indépendance roumaine, et son remplacement par le gouvernement Groza, d'obédience moscovite et communiste. Le roi Michel dut s'expatrier d'un pays qui allait franchir rapidement les étapes de sa transformation en « démocratie populaire », c'est-à-dire en une nouvelle « république » de l'Empire soviétique, en violation des décisions souscrites à Yalta.

Pour les pays mêmes qui, comme la Grèce, devaient selon l'accord Staline-Churchill rester sous l'influence britannique, Moscou viola tout de suite ses engagements, en prenant, pour ne pas se compromettre trop ouvertement, une voie plus détournée, mais qui aurait dû aboutir au même résultat qu'en Pologne et qu'en Roumanie. Elle suscita en Grèce un mouvement de « partisans » communistes, dont les violences et les atrocités réduisirent le pays à une situation lamentable. Des troupes britanniques durent débarquer en octobre 1944 à Athènes afin de protéger le Gouvernement légitime contre une révolte armée entretenue par tous les pays frontaliers (Bulgarie, Yougoslavie, Albanie).

En janvier 1946, l'U.R.S.S. demanda au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. de prescrire le départ des troupes britanniques; à la fin de septembre de la même année, elle opposa son **veto** à l'établissement d'une commission d'enquête chargée de vérifier l'attitude des voisins de la Grèce et leurs complicités avec les bandes communistes. Une commission finit par être désignée, mais elle ne put entrer dans les États sous contrôle soviétique au nord de la Grèce. En juillet 1947, l'U.R.S.S. opposa même son **veto** à la nomination d'une commission de l'O.N.U. destinée à mettre fin aux difficultés surgies entre la Grèce et ses voisins. Seule la sécession de la Yougoslavie du bloc oriental allait amener, à partir de 1948, la fin de la guerre civile en Grèce, que l'U.R.S.S. s'obstinait à entretenir.

Entre 1944 et 1954, on assiste à un raidissement progressif des régimes de tous les États satellites de l'U.R.S.S. au-delà du rideau de fer. Les partis communistes et socialistes sont partout « unifiés », les premiers absorbant les seconds ; les syndicats sont vassalisés ; les « résistants » au régime sont successivement éliminés, « selon la technique du salamis, en débitant chaque jour, tranche par tranche » tout ce qui peut s'opposer au parti dominant. La réforme agraire est partout appliquée, pour qu'elle puisse « contenir en elle-même les germes de la dictature du prolétariat ». M. Rakosci, à qui l'on doit ces claires formules, explique que les régimes de « démocratie populaire » ont pu s'établir grâce « à l'amitié et à l'aide incessante de l'U.R.S.S. » (1).

« Malheureusement, avait ajouté Staline dans une lettre à Tito datée du 4 mai 1948, l'armée soviétique n'apporta pas et ne pouvait pas apporter la même assistance aux partis communistes français et italien » (2). C'est pourquoi la France et l'Italie sont restées hors de l'Empire soviétique et en-deça de la coupure qu'il a imposée à l'Europe par les pactes multilatéraux et bilatéraux imposés à l'Est.

IV. — TENTATIVE D'UNIFICATION DE L'EUROPE : LE PLAN MARSHALL

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis, en plus de leur propre effort de guerre et de mobilisation industrielle, avaient consacré des sommes considérables à l'assistance militaire et économique des autres pays de la coalition anti-hitlérienne par le Prêt-Bail (voté en mars 1941, neuf mois avant leur entrée en guerre) : plus de 50 milliards de dollars au total, dont les fournitures furent un apport précieux à la résistance soviétique contre l'offensive allemande. L'U.N.R.R.A. fit face aux besoins les plus urgents de l'économie dans les pays libérés et son aide se chiffre à 16 milliards de dollars. L'aide américaine ne finit point avec la guerre ni avec l'U.N.R.R.A. : les États-Unis décidèrent d'apporter « une contribution essentielle à la reconstruction du monde » et à la restauration de son économie par une large politique de crédit. De 1945 à la fin de 1947, ils ont prêté, directement ou non, près de 12 milliards de dollars à l'Europe, dont plus de 2 milliards à long terme ; ils fournirent aussi les fonds les plus importants à la Banque Internationale des Paiements et au Fonds Monétaire International. C'est un fait reconnu que « les fonds américains ont permis aux pays européens de subsister jusqu'en 1947 ».

(1) Nous ne pouvons pas multiplier les références. Mais ceux qui souhaiteraient pénétrer les mystères de l'avènement des « démocraties populaires » en Europe centrale et orientale, trouveraient une riche moisson dans le discours prononcé à Budapest à l'École du parti communiste par M. Mathias Rakosci, en février 1952 et publié intégralement dans la série des **Articles et Documents** de la « Documentation française » (n° 2536, septembre 1952).

(2) **Échange de lettres entre le C.C. du Parti Communiste de Yougoslavie et le C.C. du Parti Communiste de l'U.R.S.S.**, Paris, 1950, p. 110-111.

Le 5 juin 1947, le général Marshall, dans un discours célèbre prononcé à l'Université de Harvard, proposa que les nations européennes s'unissent pour établir un programme d'ensemble de construction économique. Un grand espoir surgit : peut-être cette coopération, sabotée par l'U.R.S.S. jusqu'alors sur le plan politique, pourrait-elle se réaliser dans le domaine économique, dans l'intérêt commun de tous les pays européens, quel que fût leur régime politique. Le Plan Marshall, « abandonnant la politique des prêts séparés, proposait ainsi l'appoint matériel nécessaire pour aider le vieux continent à se relever de ses ruines, et lui offrait l'occasion de s'unifier, afin que les efforts fussent efficaces, faisant de cette collaboration la condition essentielle de son concours ». Au lieu de vouloir « asservir » l'Europe comme l'en accusa tout de suite, pour le discréditer, la propagande concertée de l'U.R.S.S. et des partis communistes, ce programme cherchait à rendre l'intervention américaine superflue, après avoir aidé les pays européens à s'unifier, à se relever, à s'unifier pour se relever.

Le discours de Harvard trouva un profond écho en Europe : la France et la Grande-Bretagne se concertèrent et invitèrent l'U.R.S.S. à se joindre à elles pour une Conférence à Trois qui devait se tenir à Paris le 27 juin 1947. Mais à Paris, le ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S., toujours Molotov, déclina de faire échouer le Plan Marshall, commença par accuser les États-Unis de ne chercher qu'à s'ouvrir de nouveaux marchés en Europe pour parer à la crise déjà « imminente » en l'été 1947. Il s'opposa à l'élaboration en commun par les nations européennes de tout plan destiné à chiffrer leurs besoins, car, disait-il, cela aurait « porté atteinte à leur souveraineté nationale ». Imposer à la Pologne le gouvernement de Lublin et mettre à la tête de son armée le maréchal Rokossovsky, chasser de Roumanie, par un **diktat**, le roi Michel et son gouvernement, mettre hors la loi en Hongrie le parti des petits cultivateurs, qui à lui seul avait obtenu aux élections libres en novembre 1945, 56 % des voix, pour ne citer que quelques faits parmi tant d'autres, était, dans la « dialectique » soviéto-communiste, parfaitement compatible avec la « souveraineté nationale » ; mais celle-ci était irrémédiablement compromise si les pays européens se mettaient à préciser publiquement et en commun les données et les conditions de leur relèvement. Molotov demandait aussi que de ces renseignements fût exclue « l'aide réciproque que pouvaient se prêter les pays européens », afin d'éviter qu'on apprit ce que les pays satellites recevaient réellement de l'U.R.S.S. et ce qu'elle leur soutirait. Le Plan Marshall ne fixait pas de frontières à son effort ; il n'était ni occidental, ni oriental, il était européen, destiné à **toute l'Europe, l'U.R.S.S. comprise**. L'U.R.S.S. aussi pouvait contribuer à ce plan, pourvu qu'elle le voulût. Mais elle repoussa toute possibilité de coopération européenne, qui aurait jeté un pont entre l'Ouest et l'Est, fortement atténué la scission de l'Europe et fait circuler un puissant souffle d'unité de l'Atlantique à l'Oural.

Devant la négation russe, la France et l'Angleterre décidèrent d'inviter vingt-deux États européens à une conférence devant se tenir à Paris le 12 juillet 1947, la porte restant toujours ouverte à l'U.R.S.S. Malgré l'opposition de cette dernière, plusieurs pays, soumis à son influence, ne cachèrent point leur désir de participer à la Conférence de Paris. En particulier la Tchécoslovaquie décida, le 7 juillet, au cours d'un conseil de cabinet que présidait M. Clément Gottwald, chef du gouvernement et du parti communiste, d'accepter cette invitation. Des représentants polonais qui se trouvaient ce jour-là à Prague, manifestèrent la même volonté. Quelques jours plus tard, M. Gottwald et M. Jan Masaryk, l'homme de confiance de Benès qui devait trouver quelques mois plus tard une fin si tragique, furent appelés

à Moscou : Staline et Molotov signifiaient aux deux délégués de la Tchécoslovaquie qu'ils opposeraient leur veto à toute adhésion à la Conférence de Paris. Molotov avait invoqué fin juin à Paris le respect de la « souveraineté nationale » contre le Plan Marshall; maintenant que cette souveraineté se prononçait en faveur du plan, l'U.R.S.S. intervenait brutalement pour la mettre en échec. Les mêmes sommations partirent de Moscou vers toutes les capitales de l'Est. Ainsi se terminait, pour les pays déjà tombés ou en voie de tomber dans l'orbite soviétique, la plus vaste tentative d'unification de l'Europe qui se soit présentée au cours de l'histoire contemporaine. Elle aurait pu changer la face du monde, si elle n'avait été entravée par la volonté soviétique de monopole et de domination.

V. — L'U.R.S.S. AGGRAVE LA SCISSION DE L'EUROPE : LE KOMINFORM ET LES ÉVÉNEMENTS DE PRAGUE

Après avoir paré au plus pressé, l'U.R.S.S. poussa plus loin ses visées néo-impérialistes. A la fin de septembre 1947, elle convoquait en Pologne une conférence des partis communistes de l'Est et de deux partis de l'Ouest, les partis français et italien. La France et l'Italie venaient d'accepter le Plan Marshall; leurs partis communistes étaient assez puissants et l'U.R.S.S. comptait sur eux, s'ils n'avaient été capables d'en éviter l'application, pour détruire les résultats du plan. Ainsi naissait le « Kominform », envisagé depuis quelque temps déjà à Moscou; cependant, c'est à la lutte contre le Plan Marshall qu'il doit en partie sa création. A la conférence de Pologne, Staline envoya ses deux collaborateurs les plus importants, A. Jdanov et son rival et futur triomphateur Malenkov : c'est dire l'importance attribuée à la nouvelle entreprise communiste. Quelques semaines plus tard, Molotov, en un discours prononcé à Moscou, le 6 novembre, pour l'anniversaire de la Révolution russe, renouvelait ses attaques contre le Plan Marshall, expliquant qu'à la Conférence de Pologne, les partis communistes avaient créé un organe commun et permanent pour échanger leurs vues et « coordonner leur action ». Le monde était divisé en deux camps; le bloc des pays groupés autour de l'U.R.S.S. était invincible et en pleine expansion, parce qu'au XX^e siècle, assurait-il, « toutes les routes mènent au communisme ».

Toujours vers la fin de 1947, l'U.R.S.S. se propose d'achever sa mainmise sur le seul pays satellite qui n'ait pas encore de gouvernement entièrement communiste et qui, au moment du Plan Marshall, avait manifesté un peu d'hésitation : la Tchécoslovaquie. Le Président Bénéš exerçait encore une influence importante, quoique battue en brèche par les communistes. Bénéš avait gardé longtemps l'illusion de pouvoir, grâce à son pays redevenu indépendant, jeter un pont entre l'Ouest et l'Est. Il espérait en outre sauver les libertés nationales, allant aussi loin que possible dans les concessions à Moscou. A cet effet, il lui avait sacrifié le projet déjà avancé d'une fédération polono-tchèque, solide noyau d'une structure fédérale de l'Europe. Le coup d'État de Prague balaya, en février 1948, ces

projets et ces rêves : le parti communiste s'empara du pouvoir pour le compte de l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie fut saisie elle aussi dans l'engrenage de la scission européenne, devenue, comme il a été dit à la Conférence de Berlin en février 1954, « une scission entre ceux qui ont été absorbés par l'U.R.S.S. et ceux qui refusent de l'être ».

VI. — PREMIÈRES ÉTAPES DE L'UNIFICATION EUROPÉENNE

Cependant le courant d'opinion en faveur de l'unité de l'Europe n'allait pas être tari à la suite des échecs enregistrés par la faute et sous la responsabilité de l'U.R.S.S. Dès la fin de la guerre dans tous les pays européens occidentaux, s'étaient créées des organismes multiples qui se fixaient pour but l'unité du Vieux Continent. Leurs ambitions allaient certes se heurter au « rideau de fer » que les Soviétiques venaient d'installer du Nord au Sud de l'Europe; elles n'en continuaient pas moins à prôner l'unité des peuples restés libres de leur destin.

Ce n'est point ici le lieu de retracer les conditions dans lesquelles leurs efforts se déploieront, les chemins que la diplomatie occidentale, à tort ou à raison, a cru bon d'emprunter. Il n'en demeure pas moins que des succès notables étaient enregistrés. Progressivement l'Europe occidentale prenait forme et figure — O.E.C.E. (Organisation Européenne de Coopération Économique), Conseil de l'Europe à Strasbourg, U.E.P. (Union Européenne des Paiements), Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Plan Schumann), sont les étapes par lesquelles sont passés les pays européens occidentaux dans la marche vers leur unité. Les projets de C.E.D. et de Communauté politique supranationale ont l'ambition de compléter l'œuvre entreprise.

Ce n'est pas davantage ici le lieu d'exposer les raisons pour lesquelles l'unité de l'Europe, dans l'ordre politique, économique et social, est pour les pays qui la composent une nécessité impérieuse et urgente qui, loin d'attenter à leur indépendance, restaurera avec leur force retrouvée l'influence qu'ils doivent avoir dans la politique mondiale comme facteur d'équilibre et de paix. Cette démonstration a été faite en de multiples circonstances. Elle n'a jamais trouvé en face d'elle la moindre contradiction.

Les différentes réalisations européennes ne sont pas seulement le fruit de la nécessité et de la logique. Leur cours a été dans une large mesure influencé et parfois dicté par les événements internationaux et notamment par l'action de l'Union Soviétique. Il en a été ainsi particulièrement pour la défense.

Le Pacte de Bruxelles est la conséquence de l'action soviétique en Grèce et en Tchécoslovaquie; le N.A.T.O. n'est que le pacte de Bruxelles renforcé et élargi après le blocus de Berlin; la C.E.D. se forge à la suite de l'agression en Corée. En laissant de côté les questions de détail, l'idée d'une volonté européenne de survie et de défense fait des progrès constants, à travers d'innombrables difficultés : elle est près d'aboutir.

C'est à ce moment que l'U.R.S.S. qui, jusqu'alors, s'en tenait à ses tentatives ouvertes de division et de paralysie du monde occidental, se résigne, après cinq ans de refus, à accepter la réunion d'une conférence. C'est au moment où elle voit l'Europe sur le point de franchir le dernier pas dans l'organisation politique, économique et militaire de sa propre défense, que l'U.R.S.S. s'inquiète du réveil de la conscience européenne et des forces vives qu'elle peut encore grouper et animer. L'U.R.S.S. s'apprête ainsi à engager à fond un combat qu'elle mène déjà depuis longtemps, avec la ferme volonté de mettre en jeu toutes les ressources de sa tactique pour détruire l'organisation et la défense de ce qui reste de l'Europe libre. C'est avec ce ferme propos qu'elle se présente finalement à Berlin.

VII. — ATTAQUE CONTRE L'OCCIDENT A BERLIN

La Conférence de Berlin a duré du 25 janvier au 28 février : exactement vingt-cinq jours. Molotov s'est bien gardé d'y présenter dès l'ouverture son fameux plan. Pendant seize jours, il l'a gardé dans sa poche et il a employé les deux tiers du temps de la conférence à soulever des questions de procédure et à se livrer à des diatribes contre l'Occident. Son but était triple : éluder les questions allemande et autrichienne en les noyant le plus possible dans un ordre du jour plus vaste et plus imprécis, permettant toutes les diversions ; obtenir la reconnaissance de la Chine communiste et l'avoir pour fidèle partenaire dans les débats ; détruire toute organisation défensive de l'Europe occidentale, dans la mesure où elle existait déjà (N.A.T.O.) ou allait se renforcer (C.E.D.).

Les attaques de Molotov furent surtout dirigées contre le N.A.T.O. et contre son appendice, la C.E.D. Il reprochait au N.A.T.O. d'être une coalition, comme celles qui avaient précédé la Première et la Deuxième Guerre mondiale. Le représentant de la France eut beau jeu de répondre que dans la coalition entre son pays, l'Angleterre et les États-Unis, la Première Guerre mondiale aurait probablement vu la victoire de l'Allemagne de Guillaume II, surtout depuis l'élimination de l'allié russe par la révolution bolchévique de 1917. Sans la coalition de l'Angleterre et des États-Unis, à laquelle se rallia l'U.R.S.S. après l'avoir combattue pendant environ deux ans, l'Allemagne de Hitler aurait probablement gagné la partie.

Il convient de rappeler ici que ni le N.A.T.O. ni la C.E.D. ne se proposent autre chose que d'assurer l'existence et la sécurité des pays qui refusent d'être submergés par la poussée soviétique. Leurs buts sont strictement défensifs. En l'absence de faits pouvant nourrir ses accusations, Molotov a cherché des arguments dans l'histoire, telle qu'il la manipule,

en assimilant le N.A.T.O. au Pacte Antikomintern, « qui a provoqué, dit-il, le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale » et qui était « lui aussi dirigé contre l'U.R.S.S. ».

Le Pacte Antikomintern a été, dans sa rédaction première, d'inspiration antisoviétique. Mais dès le début de 1939, plusieurs mois avant la guerre, il avait perdu ce caractère et cessé d'être un danger pour l'U.R.S.S. Staline lui-même le reconnaissait dans son discours du 10 mars au XVIII^e Congrès du Parti communiste russe : « le fameux Pacte Antikomintern n'a été qu'une comédie de camouflage » dont l'Allemagne et ses alliés se sont servis pour préparer « une guerre contre les intérêts de l'Angleterre, de la France et des États-Unis ». Donc, selon Staline et selon le Molotov de 1939, qui exalte ce discours, le Pacte Antikomintern n'a été pour rien dans le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Dans les conversations d'août 1939, à Moscou, au moment du pacte germano-soviétique, Staline et Ribbentrop se sont trouvés d'accord pour constater que « le Pacte Antikomintern n'était pas dirigé contre l'Union Soviétique, mais contre les démocraties occidentales ».

Puisque l'argument historique n'a aucun fondement, Molotov, tout en continuant à l'employer quelquefois, agite contre le N.A.T.O. et surtout contre la C.E.D. l'épouvantail du réarmement allemand.

VIII. — AUTOUR DU RÉARMEMENT ALLEMAND

Molotov a livré bataille à l'unité de l'Occident d'un bout à l'autre de la Conférence de Berlin. S'il a dénoncé les dangers du réarmement allemand en général, il a négligé le fait qu'une partie de l'Allemagne, celle qui est sous contrôle soviétique, est déjà largement réarmée, à tel point que la délégation française à Berlin a souligné « Il ne s'agit pas d'une armée allemande, mais de deux armées allemandes, dont l'une existe déjà en Allemagne orientale. »

Considérons pour l'instant l'Allemagne dans son ensemble, sans tenir compte de la cassure voulue par l'U.R.S.S. et aggravée par elle de jour en jour.

À la suite des accords de Potsdam, l'Allemagne a été ramenée à 250 000 kilomètres carrés et à environ 60 millions d'habitants, contre respectivement 660 000 kilomètres carrés et 80 millions d'habitants en 1939. Elle a perdu entièrement la Prusse orientale, berceau de son militarisme, et la zone industrielle de Silésie. Même si l'unité allemande se refaisait, les facteurs les plus redoutables de sa puissance sont ou anéantis, ou fortement réduits. L'Allemagne orientale n'est plus qu'un des pions de la politique de Moscou et ne représente un danger que dans le cadre des desseins d'expansion de l'Empire soviétique. L'Allemagne occidentale, loin de pouvoir se livrer à une agression, ne peut plus se défendre seule. Sa situation a été soulignée avec une courageuse lucidité par le général Béthouart : « L'Allemagne occidentale, la seule qui soit libre, est rejetée vers l'Ouest, réduite en son centre à 150 kilomètres de profondeur ; celle d'un corps d'armée ; il est bien clair que cette Allemagne ne peut plus songer à se défendre contre le bloc soviétique. »

Fatalement, obligatoirement, elle doit choisir : ou elle sera à l'avant-garde de la Russie et l'instrument de la soviétisation de l'Europe, ou elle s'appuiera sur l'Occident pour se protéger » (1).

L'hypothèse d'une utilisation soviétique du « militarisme allemand » est d'autant plus légitime que l'U.R.S.S. n'a pas toujours eu pour lui l'hostilité ni la crainte qu'elle affecte aujourd'hui. Pendant de longues années, à partir de 1922, elle a favorisé la résurrection de l'armée allemande et les desseins de revanche de von Seckt et de son État-major. En octobre 1939, Staline lui-même proclamait : « **Une Allemagne forte est une condition préalable absolument nécessaire à la paix en Europe, d'où il s'ensuit que l'Union Soviétique a intérêt à l'existence d'une Allemagne forte. L'Union Soviétique ne peut donc pas approuver les puissances occidentales, qui voudraient créer les conditions d'un affaiblissement de l'Allemagne.** »

Molotov lui faisait écho quelques jours après dans un discours prononcé devant le Soviet Suprême : « **Nous avons toujours été de l'opinion qu'une Allemagne forte est l'une des conditions d'une paix établie en Europe.** » L'Allemagne dont parlaient Staline et Molotov n'était pourtant pas l'Allemagne de Bonn, largement amputée et séparée de son territoire oriental, mais l'Allemagne de Hitler en plein essor et toute tendue vers l'écrasement de l'Europe occidentale.

Pour Molotov, l'armée de l'Allemagne orientale, qui existe déjà, est tout à fait « démocratique » ; celle que l'Allemagne occidentale formerait dans le cadre d'une défense commune de l'Occident ne serait plus qu'une armée « nazie ». On mesurera la bonne foi de ces polémiques en relisant ce passage du projet d'un traité de paix avec l'Allemagne, soumis par le Gouvernement soviétique aux trois puissances occidentales en mars 1952 : « **Les droits civiques et politiques doivent être accordés à égalité avec les autres citoyens allemands, y compris les officiers et les généraux, à tous les anciens nazis — exception faite de ceux qui purgent des peines pour des crimes qu'ils ont commis.** »

IX. — LE PREMIER PLAN MOLOTOV

La Conférence de Berlin durait depuis quinze jours et piétinait, lorsque M. Molotov, huit jours avant la clôture, sortit un lapin de son chapeau de prestidigitateur. Il avait fini par se rendre compte qu'aucune faille ne s'était produite entre les trois délégations occidentales ; ses attaques, au N.A.T.O. et à la C.E.D., n'avaient fait que resserrer leur unité. Les appels à la France, pour qu'elle fasse cavalier seul, étaient tombés dans le vide. Molotov se décide alors à frapper un grand coup, et donne lecture de son projet de « traité de sécurité collective européenne ». Dans la première phase du combat, il avait essayé de dissocier et de désarmer l'Occident ; dans la seconde, il vise à l'étouffer sous un plan qui lui enlèverait toute autonomie

(1) *La peur du risque et la C.E.D.*, Paris, 1954, p. 23 et 24.

et toute sécurité. Puisque les Occidentaux ne se décident pas à abandonner le N.A.T.O. et la C.E.D., Molotov leur présente quelque chose qui a l'apparence d'une solution de remplacement, une prétendue « alternative de sécurité ». Que vaut cette alternative ?

Le « Plan Molotov » se présente comme un traité de non-agression, de consultation et d'assistance mutuelle entre les pays européens. Il se veut « pacte régional », tel que les admet la Charte de l'O.N.U. Puisqu'il existe un traité entre les pays du continent américain, pourquoi ne pas en signer un entre les pays du continent européen, demande M. Molotov, qui rappelle la conférence pan-américaine de Rio de Janeiro d'août 1947. Le pacte interaméricain a été établi « contre les attaques d'une puissance extracontinentale » et le traité proposé par Molotov concerne surtout les rapports des pays européens entre eux. Il s'agirait d'« empêcher la formation de groupements d'États européens dressés les uns contre les autres », en fait d'empêcher que l'Europe occidentale puisse se défendre contre les attaques venant de l'Est.

Si les pactes régionaux sont admis, comme ils le sont dans le cadre de l'O.N.U., un pacte régional de l'Europe occidentale est aussi légitime qu'un pacte de l'Europe tout entière. Les pactes régionaux répondent à des nécessités particulières d'un groupement de pays, et c'est le cas pour l'Europe occidentale, qui doit résoudre les problèmes spécifiques de sa propre sécurité. A partir de 1934 surtout, la France s'est efforcée d'organiser contre la menace hitlérienne, un pacte de l'Est qui aurait dû garantir la sécurité de l'Europe orientale et surtout celle de la Pologne et de la Russie. La diplomatie de Hitler, acharnée contre le projet, réussit à le faire échouer. Aujourd'hui, les rôles sont renversés ; c'est l'U.R.S.S. qui s'oppose à la conclusion d'un pacte de l'Ouest européen.

Le Plan Molotov a un seul but : isoler l'Europe occidentale du reste du monde, pour la mettre à la merci du bloc soviétique. Sa pièce maîtresse est l'exclusion des États-Unis du continent européen, car leur rôle serait réduit à celui de simple observateur, qu'il devrait partager à égalité avec la Chine communiste... La proposition de Molotov n'est que la traduction en termes plus ou moins diplomatiques de la campagne effrénée que les partis communistes, obéissant aux consignes de Moscou, ont déclenchée dans tous les pays aux cris de : « U.S. go Home. » Le jour où la présence effective des forces américaines en Europe viendrait à cesser, l'U.R.S.S. aurait atteint tous ses buts ; l'Europe occidentale tomberait comme un fruit mûr et deviendrait la dernière colonie de l'Empire soviétique.

Suivant l'article 7 du Plan Molotov, les États parties au Traité « **s'engagent à ne prendre part à aucune coalition ou alliance et à ne conclure aucune entente, dont l'objet serait en contradiction avec celui du traité de sécurité collective européenne** ». Mais, ou bien le traité de sécurité collective européenne admet pour les pays de l'Europe occidentale des garanties de sécurité appropriées à leur situation particulièrement vulnérable, et alors un pacte régional de l'Europe occidentale n'est nullement « en contradiction » avec lui ; ou le traité général s'oppose, en violation de la Charte de l'O.N.U., à l'organisation d'un pacte occidental, et alors le traité général a uniquement pour objet de détruire toute possibilité de défense de l'Europe occidentale.

D'autant plus que l'article 10 du Projet Molotov précise : « **Le présent traité n'infirme en aucune manière les obligations résultant des traités et accords conclus entre pays européens dont les prin-**

cipes et les objectifs correspondent à ceux du présent traité. » Le sens de cette clause n'est pas douteux. Tandis que seraient exclus tous les accords conclus par les pays de l'Europe occidentale avec les États-Unis ou pour une défense commune (Pacte de Bruxelles de 1947, Pacte Atlantique de 1949, accords de Bonn et de Paris de 1952), tous les accords de l'U.R.S.S. avec les États satellites ou de ces États entre eux continueraient à garder leur pleine efficacité. Le Plan Molotov aurait pour but et pour résultat, comme l'a fait remarquer la délégation française à la Conférence de Berlin, de « détruire le bloc de l'Ouest et maintenir le bloc de l'Est ». Les ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Angleterre et des États-Unis ont eu raison de souligner, dans leur déclaration finale « **Les propositions faites (par M. Molotov) auraient entraîné la destruction du système de sécurité occidentale, tandis que la puissance militaire du bloc soviétique demeurerait intacte.** »

X. — ÉQUIVOQUES D'UN PLAN A SENS UNIQUE

Le plan est à sens unique : il est destiné au maintien de l'hégémonie soviétique en Europe et il ne peut opérer que contre l'Ouest. En effet, le traité devrait être conclu entre trente-deux États européens. Pendant la Conférence, on a demandé l'énumération de ces trente-deux États, à M. Molotov, qui a refusé de répondre. En feraient partie certainement, avec l'U.R.S.S., l'Ukraine, la Biélorussie, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Albanie et l'Allemagne orientale.

Rien n'est défini dans le projet : ni la liste des participants, ni la procédure de vote, ni les clauses militaires. On ignore si d'autres « Républiques » soviétiques y seraient admises, quels seraient les pouvoirs du « Comité consultatif politique » et si jouerait dans son sein ce même droit de veto que l'U.R.S.S. a imposé au Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

Le plan déclare s'inspirer « des buts et des principes de la Charte de l'O.N.U. », principes et buts que l'U.R.S.S. viole systématiquement depuis dix ans. Selon cette Charte, les nations adhérentes se sont déclarées résolues à respecter « **les droits fondamentaux de l'homme dans la dignité et la valeur de la personne humaine** », à favoriser « **le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande** » (Préambule), à résoudre les problèmes internationaux « **en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales** » (art. 3). Dans aucun pays du bloc oriental ces « libertés fondamentales » n'ont été sauvegardées et c'est même grâce à leur suppression que l'U.R.S.S. a pu mettre la main sur eux. Quelle sorte de garantie peut bien représenter pour l'Occident, pour ses libertés, un organisme où les deux tiers de l'Europe environ seraient soustraits aux conditions qui constituent une base essentielle de leur sécurité ?

Le Plan Molotov se réclame, en 1954, « **du respect de l'indépendance et de la souveraineté des États et de la non-intervention dans leurs**

affaires intérieures », après que la Russie, en intervenant depuis 1944 dans la vie intérieure de tous les pays qu'elle a pu atteindre, ait détruit leur souveraineté et se soit créé, de ce fait, un vaste Empire où la seule souveraineté qui subsiste soit celle du Kremlin. Cette formule, une fois de plus, est à sens unique ; elle a pour seule signification que l'organisation de sécurité n'a plus droit de regard sur l'Est de l'Europe, tandis que l'U.R.S.S. continuera d'exercer sa pression sur la vie intérieure de tous les pays d'Occident, pour les accabler sous le poids combiné de sa puissance militaire et des partis communistes, qui sont à l'intérieur le prolongement de cette puissance.

L'équilibre des forces, qui commande l'existence normale et féconde de toute coalition, est profondément faussé par le plan Molotov. En effet, l'Occident européen se trouverait isolé, face à l'immense bloc oriental, qui n'est pas seulement européen, mais eurasiatique : le plan voudrait, en effet, interdire à l'Occident toute coordination de défense en l'isolant des États-Unis qui seuls peuvent rendre possible sa défense. Le plan Molotov se présente donc comme un monstre dont le côté droit serait démesuré, tandis que le côté gauche se réduirait à un appendice squelettique condamné à disparaître.

XI. — LE BLOC ORIENTAL

Il est impossible de discuter de la sécurité européenne sans prendre acte d'une flagrante réalité : entre 1943 et 1948, l'U.R.S.S. a créé en Europe orientale un réseau très serré de relations sur le plan politique, économique et militaire, s'appuyant sur vingt-trois traités d'alliance, les uns conclus directement avec chacun des pays satellites, les autres traités liant les États satellites entre eux : tous ces traités ont précédé de un à quatre ans le Pacte Atlantique. Conclue d'abord contre l'éventualité d'une agression allemande, l'ossature qu'ils constituaient a été renforcée et les pactes ont progressivement abouti à un système d'alliances très cohérent.

Les pactes signés entre l'U.R.S.S. et les États satellites se superposent aux pactes entre ces États de sorte que, par leur enchevêtrement, ils ont pris la forme d'un pacte multilatéral unique placé sous l'égide de l'U.R.S.S. Les pactes partent de l'U.R.S.S. et y reviennent tous, comme autour d'un centre suprême de direction et de commandement ; ils contiennent tous une clause d'assistance mutuelle en cas de conflit : assistance automatique « **militaire ou de tout autre nature et par tous les moyens en son pouvoir** ». Cette clause joue d'abord « **dans le cas où l'une des parties contractantes se trouverait entraînée dans des opérations militaires contre l'Allemagne, si celle-ci revenait à une politique d'agression, ou contre tout autre État qui, directement ou indirectement, mènerait aux côtés de l'Allemagne une telle politique.** » Sans tenir compte de légères variantes apparaissant dans l'un ou l'autre traité, dans presque tous la clause peut être mise en œuvre sans qu'il y ait eu effectivement attaque armée de la part de l'Allemagne ou d'un État associé.

Il suffit que l'attitude de l'Allemagne puisse être qualifiée de **politique d'agression** pour que chaque État du bloc oriental soit amené à déclencher les opérations militaires. Les rapports de chacun de ces États avec l'U.R.S.S. aboutissent en définitive au fait que c'est cette dernière qui décide s'il y a **politique d'agression** et qui a le droit et en tout cas la possibilité d'entraîner tous les pays de démocratie populaire dans le conflit, tant contre l'Allemagne que contre tout État que l'U.R.S.S. accuserait de s'associer à une politique d'agression. Dans les traités conclus par l'U.R.S.S. ou sous son égide, ne figure aucune clause contre son intervention dans la politique intérieure des pays du bloc oriental. Un seul traité en faisait mention : celui qui avait été conclu entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. en décembre 1943. Bénéficiaire l'avait exigé et Staline avait cédé sur ce point, car il était essentiel pour lui d'obtenir un premier résultat décisif dans l'édification du glacis soviétique ; les événements de Prague ont montré ce que valait pour Moscou cette sorte d'engagement.

Il est superflu de poursuivre l'analyse juridique et politique des textes des traités, car la situation des forces armées dans le bloc oriental montre suffisamment le caractère de ce bloc, constitué dans son essence avant que l'Europe occidentale ait pris la moindre mesure d'organisation défensive. Les forces armées soviétiques sont effectivement présentes en Allemagne orientale, en Autriche, en Pologne, en Roumanie, en Hongrie, se montant à un total de 32 divisions, 5 300 chars et une force aérienne imposante, dont environ la moitié d'avions à réaction. L'U.R.S.S. contrôle les armées des pays du bloc oriental, soit directement, soit par des missions militaires nombreuses et toutes puissantes ; ces armées sont réorganisées sur le modèle soviétique. La hiérarchie, l'organisation des unités, les méthodes d'instruction, les règlements, les insignes de grades sont les mêmes que dans l'armée soviétique ; la standardisation des armements est pratiquement réalisée. De façon globale, les forces armées des pays satellites étaient évaluées, au 31 décembre 1953, à 81 divisions pour un total de 1 320 000 hommes, 6 700 chars, 1 800 avions. Ces chiffres devraient d'ailleurs être sensiblement majorés, car il faudrait tenir compte de la rapide augmentation des forces armées en Allemagne orientale (1), des importantes unités paramilitaires (polices de toute sorte existant dans les pays du bloc) et de l'intense préparation militaire de la jeunesse qu'on y poursuit. Les forces armées des pays ex-ennemis (Roumanie, Hongrie et Bulgarie) ont été portées sous l'impulsion de l'U.R.S.S. à des effectifs au moins trois fois plus importants que ceux qui avaient été fixés par les traités de paix conclus après la guerre, les violant de ce fait ouvertement.

Derrière le glacis représenté par les pays satellites, s'étend l'immense Empire euro-asiatique, auquel s'est liée étroitement la Chine communiste, formant avec lui une masse de 800 millions d'habitants, où près de 10 millions d'hommes sont régulièrement sous les armes. Cependant l'Europe est coupée en deux, et le général de Gaulle est contraint de reconnaître, dans son dernier discours (7 avril 1954) que « **sa fraction occidentale est tout entière et également menacée par la tyrannie qui règne dans sa fraction orientale.** » Le problème capital de notre époque est de parer à cette menace, de la neutraliser. Le Plan Molotov veut la perpétuer et l'aggraver en détruisant les fondements même d'une Europe unie.

(1) Voir l'ouvrage tout récent de A. DORMONT, *L'Armée allemande est là*, Paris, Amiot-Dumont, 1954.

XII. — LE PLAN MOLOTOV ET L'ALLEMAGNE

Ce n'est pas par hasard que M. Molotov a présenté au cours de la même séance du 10 février (la quinzième de la Conférence), parallèlement à son projet de traité de sécurité européenne, un deuxième projet relatif à l'Allemagne, sous le titre : « **La garantie de la sécurité en Europe.** » On peut dire que le projet sur l'Allemagne fournit la clé du traité général de sécurité et en indique le but véritable. La conférence de Berlin avait été convoquée sur l'initiative des puissances occidentales dans le but essentiel de réaliser l'unification de l'Allemagne dans la liberté et de rendre à l'Allemagne sa souveraineté : deux conditions réelles d'une réelle détente internationale. L'U.R.S.S. a voulu éluder l'une et l'autre conditions.

Le projet de Molotov sur l'Allemagne proposait : « **Dans un délai de six mois, les troupes d'occupation seront retirées simultanément du territoire de l'Allemagne orientale comme de celui de l'Allemagne occidentale** », et il ajoutait : « **Au cas où la sécurité viendrait à être menacée, dans l'une ou l'autre partie de l'Allemagne, les puissances qui exercent actuellement les fonctions d'occupation en Allemagne auront le droit d'y faire pénétrer leurs forces armées.** »

De la discussion qui eut lieu pendant la même séance, il est ressorti qu'il s'agissait, dans l'intention de Molotov, non point de la sécurité des deux parties de l'Allemagne, mais de la sécurité « des puissances exerçant les fonctions d'occupation » dans ces parties... En effet, l'U.R.S.S. gardait ainsi le droit de ramener ses troupes en Allemagne orientale à la suite de n'importe quel événement qui, à son jugement exclusif, menacerait la « sécurité » dans son ancienne zone. C'était la légalisation permanente de l'intervention de l'U.R.S.S. dans la vie intérieure de l'Allemagne de l'Est, chaque fois qu'elle le jugerait nécessaire à ses intérêts, à son hégémonie. Il est évident qu'une fois les troupes des puissances occidentales retirées de l'Allemagne, une nouvelle occupation russe, décidée sur n'importe quelle raison ou prétexte, ne rencontrerait aucun obstacle, car les troupes soviétiques ne s'éloigneraient de l'Allemagne de l'Est que de quelques dizaines de kilomètres et resteraient pratiquement mobilisées sur ces frontières. M. Bidault a eu raison d'objecter à cette curieuse clause de... sécurité : « Aucun de nos pays ne peut être placé devant la devinette tragique de savoir en un tel cas quelles seraient les troupes qui arriveraient les premières. »

Le même projet de Molotov, tout comme celui qu'il avait présenté dans la séance du 4 février, tendait à l'exclusion de toute élection libre en Allemagne comme prémisses de son unification. Les Occidentaux ont insisté à plusieurs reprises pendant la Conférence sur la nécessité d'élections vraiment libres, c'est-à-dire contrôlées par des commissions de l'O.N.U., ou suivant toute autre procédure garantissant cette liberté. Le précédent de la Sarre en 1935 a pu être invoqué. Mais Molotov qui n'en voulait à aucun prix, se livra à une démagogie bien calculée, quoique en contradiction complète avec la campagne qu'avaient menée jusqu'alors les partis communistes à son service en insistant sur les caractéristiques semi-

hitlériennes de l'Allemagne, où le retour du nazisme était un danger de chaque instant, le principal danger. Maintenant, d'un coup de baguette, l'Allemagne devenait terre d'élection de la démocratie, ceci afin de s'opposer à tout contrôle des élections. Molotov protestait contre un contrôle qui ferait de l'Allemagne l'objet d'une méfiance unique, et dans sa conférence de presse du 4 mars à Moscou, il déplorait à nouveau le « manque de confiance dans le peuple allemand ». Ce n'était pas la première fois, à vrai dire, que la diplomatie soviétique se servait d'un tel argument. En s'élevant contre la proposition des Trois d'organiser une enquête sur les mesures nécessaires pour garantir en Allemagne des élections libres, la note soviétique du 23 août 1952 qualifiait cette proposition d'« insulte à la nation allemande » et celle du 15 août 1953 s'élevait contre tout contrôle : **« Cela, disait-elle, ne peut être jugé autrement que comme une tentative de remettre l'organisation d'élections en Allemagne entre les mains de puissances étrangères, d'imposer au peuple allemand toutes sortes d'enquêteurs étrangers, comme s'il ne s'agissait pas de l'Allemagne qui a de vieilles traditions démocratiques, mais d'une quelconque colonie privée de ses droits. »**

Ainsi, selon qu'il convient à l'U.R.S.S., l'Allemagne est l'enfer du militarisme et du nazisme s'il s'agit d'intégrer l'Allemagne dans la défense de l'Occident, mais le paradis de la démocratie s'il s'agit de repousser les garanties indispensables à des élections libres. La France, précisément parce qu'elle veut pratiquer avec l'Allemagne une politique d'association, ne peut le faire qu'avec un gouvernement allemand issu de telles élections. Elle ne veut pas seulement résoudre le problème d'une défense occidentale, tout en posant certaines limites au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest (quoique celui de l'Allemagne de l'Est ne soit soumis qu'au contrôle de l'U.R.S.S.); elle cherche aussi une solution permanente au problème des rapports franco-allemands d'où dépend, avec l'avenir des deux pays, celui de toute l'Europe (1).

XIII. — LE NOUVEAU PLAN MOLOTOV, ÉDITION REVUE ET AGGRAVÉE DU PREMIER

A la Conférence de Berlin, l'U.R.S.S. avait réussi à éviter ce qu'elle craignait le plus : la création d'une Allemagne libre et unifiée au cœur de l'Europe. Elle avait tenté d'exclure de l'Europe sous prétexte de sécurité, les États-Unis. Mais il lui avait fallu découvrir son jeu : son attitude risquait

(1) Le général de Gaulle disait à ce sujet, dans son discours du 16 mars 1950 : **« Après tout, pourquoi le Rhin ne serait-il pas un jour une rue où les Européens se rencontreraient et non plus un fossé sur les bords duquel ils se battent toujours?... Je ne vois pas de raison pour que, si le peuple allemand et le peuple français surmontent leurs griefs réciproques et les intrigues extérieures, ils ne finissent par se conjuguer... Il y aurait là sans aucun doute une possibilité de développement commun qui pourrait transformer l'Europe libre et même rendre l'espérance à celle qui ne l'est plus. »**

de consolider l'Occident au lieu de l'ébranler et de le diviser, comme elle en avait l'intention. Rentré à Moscou et faisant son bilan au Kremlin, Molotov a dû reconnaître que sa satisfaction n'était pas sans mélange. Aussi ses collaborateurs et lui jugèrent-ils utile de poursuivre les mêmes buts sous une forme un peu moins grossière : ce fut la note du 31 mars. Elle contenait deux points nouveaux : 1. Le Gouvernement soviétique « ne voit point d'obstacle à la participation des États-Unis au traité général de sécurité collective »; 2. « Il est prêt à examiner conjointement avec les Gouvernements intéressés la participation de l'U.R.S.S. au traité de l'Atlantique Nord. »

Est-ce donc que l'U.R.S.S. par un brusque et heureux revirement aurait renoncé à ses projets, acceptant une Europe fondée sur de sérieuses garanties, garantie politique grâce à l'unification d'une Allemagne libre, garantie militaire grâce à la présence des forces américaines dans son secteur occidental? Rien de tout cela. L'U.R.S.S. se déclare disposée à admettre la participation des États-Unis au traité tel qu'il a été formulé dans son premier plan : les États-Unis devraient alors renoncer à toute organisation défensive de l'Europe occidentale, accepter qu'elle soit démolie et remplacée par les vagues formules du traité général, que soient rompus ses liens avec les pays du Pacte de Bruxelles et que disparaissent la structure et les bases techniques grâce auxquelles ils pouvaient apporter en temps utile leur concours, en cas d'agression venant de l'Est. De ce fait, les États-Unis deviendraient prisonniers du traité, perdant tout droit d'initiative en accord avec les pays occidentaux. En cas de menace concrète, le « Conseil Consultatif Politique » et « l'Organisme Consultatif militaire » prévus au Pacte Molotov, s'enliseraient dans des problèmes de procédure, et l'Europe occidentale et les États-Unis seraient aisément mis devant le fait accompli. Les États-Unis seraient forcés d'improviser leur action devenue soit impossible, soit inefficace devant l'absence d'une organisation de sécurité spécifiquement occidentale, pouvant parer au plus pressé, et offrant les points d'appui nécessaires au concours américain.

La participation de l'U.R.S.S. et des pays du bloc oriental au N.A.T.O. signifierait la paralysie totale du système défensif créé en 1949. Le « Cheval de Troie » soviétique introduit dans le N.A.T.O., lui enlèverait toute possibilité de fonctionner, en cas de nécessité, sur le plan militaire, car ses ressorts et sa préparation seraient soumis au contrôle de ceux dont précisément il voulait prévenir l'agression. Sur le plan politique, la contradiction ne serait pas moins criante, car le N.A.T.O., dès sa naissance, a précisé ses buts qui ne sont pas seulement négatifs. Dans son préambule, les États parties au Traité se déclarent **« déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation fondée sur les principes de démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit »**, et à l'article 2, ils se proposent de contribuer au « développement des relations internationales pacifiques et amicales, en renforçant leurs libres institutions. » Entre le N.A.T.O. qui poursuit de tels buts, et le soi-disant « traité de garantie européenne », où dominent les forces qui les ont déjà détruites dans toute l'aire orientale, et qui se proposent d'en faire autant dans l'occidentale, l'incompatibilité est évidente.

Le Plan Molotov, corrigé le 31 mars pour des raisons de propagande, se réduit à cette stratégie : faire prisonnier « l'ennemi » dans ses propres retranchements et le désarmer; pénétrer dans les positions adverses pour les mieux miner et les faire sauter.

Aucune concession ne figure au nouveau document quant à l'Allemagne. Au contraire, depuis la clôture de la Conférence de Berlin, l'U.R.S.S. a accéléré son action pour aggraver la scission entre les deux Allemagnes. Le 17 mars, les Hauts Commissaires alliés proposaient à Semionov une rencontre immédiate à Berlin, pour discuter des mesures capables d'atténuer les conséquences de la scission territoriale. Ils prévoyaient l'ouverture d'autres postes-frontière entre les deux Allemagnes, l'amélioration du service postal, des communications routières et du trafic ferroviaire, l'abolition de toutes les limitations au mouvement des personnes, et au trafic des marchandises entre Berlin Ouest et l'Allemagne occidentale, etc. Les Soviétiques ont refusé toute négociation à ce sujet. Huit jours plus tard, au contraire, le Gouvernement de Moscou annonçait, sans avoir consulté les Alliés occidentaux, qu'il concédait à l'Allemagne orientale la « pleine souveraineté », c'est-à-dire qu'il poussait à la transformation rapide de la zone soviétique, définie à Yalta et à Postdam, en État satellite, suivant la même courbe imposée entre 1944 et 1948 à tous les pays du bloc oriental. A Berlin, l'U.R.S.S. s'était proposé d'empêcher l'unification de l'Allemagne sur la base d'élections libres, précisément parce qu'elle voulait commencer l'incorporation de l'Allemagne orientale, et l'achever le plus rapidement possible, dès qu'elle trouverait le moyen de liquider l'enclave de Berlin.

XIV. — NE PAS ABANDONNER LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Il est dans la tradition de l'U.R.S.S. depuis longtemps déjà, de violer les engagements qu'elle a souscrits et accompagnés des promesses les plus solennelles.

Pour n'embrasser que la période couvrant les quinze ans passés et sans prétendre dresser une liste complète, il suffira de rappeler les négociations parallèles qu'elle a menées du printemps au mois d'août 1939, concurrentement avec les démocraties occidentales et avec Hitler, laissant croire aux premières, qu'elle était disposée à conclure un pacte d'assistance mutuelle, tandis qu'elle avait pour but d'aboutir à un accord avec l'Allemagne. Les pactes de non-agression et d'amitié signés à Berlin à cette époque sont du reste les seuls que Staline ait respectés intégralement jusqu'au bout.

Toujours en 1939, la Russie a violé le pacte de non-agression avec la Pologne, prorogé jusqu'en décembre 1945, en participant à l'invasion du pays, en le partageant avec l'Allemagne hitlérienne, et en s'opposant à toute survivance d'un État polonais indépendant.

En octobre 1939, l'U.R.S.S. signait un pacte d'assistance mutuelle avec les trois Pays Baltes et s'engageait officiellement à ne pas s'immiscer dans leurs affaires intérieures ; huit mois plus tard, les troupes soviétiques

entraient dans ces pays, leur régime était aligné sur celui de l'U.R.S.S. qui peu après les annexait.

Les traités de non-agression et de conciliation avec la Finlande qui ne venaient à échéance qu'en décembre 1945, ont été annulés par l'offensive soviétique du 1^{er} décembre 1939.

En 1941, l'U.R.S.S. a donné son adhésion à la Charte de l'Atlantique, ont les signataires ne voulaient d'« aucun changement territorial qui ne fût pas conforme à la volonté librement exprimée des peuples intéressés ». A partir de 1944, cette même U.R.S.S. a imposé aux pays qu'elle destinait à former le glacis oriental de son Empire, leurs gouvernants, leur régime et leurs frontières.

L'U.R.S.S. a violé immédiatement les clauses relatives à l'unité économique de l'Allemagne, pour assurer sa main-mise sur la zone orientale. Elle a paralysé systématiquement le fonctionnement de l'O.N.U. en multipliant ses vetos. Tout récemment, elle a soustrait l'Allemagne de l'Est à toute juridiction quadripartite, pour mieux l'aligner sur les autres États satellites.

Elle avait pris l'engagement, le 1^{er} novembre 1943, avec l'Angleterre et les États-Unis, de rendre à l'Autriche son indépendance après la victoire commune : dix ans après, elle refuse encore de mettre fin à l'occupation du pays, malgré l'accord atteint sur presque tous les articles du Traité de Paix et bien que le Gouvernement de Vienne ait accepté la neutralisation de l'Autriche.

La politique de l'U.R.S.S. n'a cessé de proclamer la division du monde en deux camps dont l'un, celui de l'U.R.S.S. et des démocraties dites populaires, doit se renforcer et s'agrandir aux dépens de l'autre camp, dit « capitaliste », qui doit périr au contraire et disparaître. Cette conception est fondamentale chez tous les dirigeants russes, de Lénine à Staline et de Staline à Malenkov. En commentant les annexions que l'U.R.S.S. avait réalisées en 1939 (grâce au Pacte germano-soviétique), Molotov s'en félicitait devant le Soviet de Moscou parce que, disait-il, « l'essentiel était que le monde capitaliste ait dû céder du terrain, se resserrer un peu, reculer, tandis que l'Union Soviétique avait agrandi son Territoire et sa population ». Treize ans plus tard, la même vision exaltante de l'expansion irrésistible du secteur soviétique était donnée en pâture aux communistes de tous les continents, au cours des travaux du XIX^e Congrès du parti bolchevik, dont le rapport général fut confié par Staline à Malenkov. De même l'U.R.S.S. poursuit la politique léniniste du « nationalisme révolutionnaire », c'est-à-dire de l'exploitation des courants nationalistes les plus fanatiques, pour les lancer à l'assaut des pays qui résistent encore à la poussée de l'impérialisme soviétique. C'est la politique qui a trouvé son expression militante dans l'invasion de la Corée et dans le soutien sino-moscovite de la guerre d'Indochine.

L'U.R.S.S. a toujours été l'ennemie implacable de l'unité européenne. Contre les socialistes et les démocrates qui espéraient voir naître une Europe unie et fédérée des convulsions de la première guerre mondiale, Lénine lançait, dès 1915 un anathème contre toute idéologie, tout courant orienté vers les États-Unis d'Europe. Toute construction fédérative mettant fin à l'isolement des nations a trouvé en l'U.R.S.S. son plus implacable adversaire ; elle avait tout intérêt en effet à ne rencontrer devant elle qu'une poussière d'États isolés, divisés et impuissants.

Tout ce qui unit hors de sa propre centralisation et de sa propre dictature est pour l'U.R.S.S. le mal suprême.

Elle s'est opposée à la veille de la deuxième guerre mondiale à une Fédération des Pays Baltes; elle a mis son veto au pacte des Pays Scandinaves; au cours même de la guerre elle a exigé la dissolution de la Fédération tchéco-polonaise; à Téhéran, elle a repoussé la proposition Churchill d'une fédération danubienne. Elle n'a voulu d'associations fédératives ni au-delà, ni en deçà du rideau de fer. Lorsque Georges Dimitrov, ancien secrétaire de l'Internationale Communiste, ouvrit des pourparlers avec Belgrade à propos d'une Fédération Balkanique, Moscou condamna publiquement sa tentative et l'écarta du pouvoir. La rupture entre Staline et Tito tient surtout au fait que ce dernier s'était montré trop hardi en concluant ses pactes directs avec l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie. Moscou craignait que la Yougoslavie ne jetât les bases d'une Fédération autonome du Sud-Est européen et n'en prit la tête.

Toute la politique soviétique est hostile à l'unité européenne; le Plan Molotov n'a été qu'une manœuvre pour la détruire avec un peu plus de précision au nom de l'idée unitaire dont l'U.R.S.S. redoute le prestige et les assises.

Sauver l'Occident européen pour en faire la base d'une unité reconquise, restaurée: c'est l'enseignement le plus clair qu'on peut tirer de la Conférence de Berlin.